



*24 mars - 9 avril : journée d'action dans toute l'Europe*

## **Pour une Europe sociale**

# **Pour l'emploi et un développement économique durable**

*Après la très grande mobilisation du 29 septembre et celle du 15 décembre 2010, la CES et toutes ses organisations syndicales affiliées - pour la France, la CFDT, la CFTC, la CGT, l'UNSA - ont décidé de poursuivre la campagne pour une Europe sociale, pour l'emploi et le bien-être.*

### **Il est urgent que les autorités européennes et les Etats membres changent de cap.**

Après avoir pris des mesures, bien que tardives, pour aider les pays les plus endettés de la zone euro, l'Union européenne s'engage dans une gouvernance économique qui est indispensable. Mais les choix faits pour cette gouvernance comme le renforcement du Pacte de stabilité et de croissance, le Pacte de compétitivité, la lutte contre l'endettement des Etats, conduisent à une remise en cause de la cohésion sociale. Les politiques d'austérité, qui sévissent dans toute l'Europe, frappent durement les travailleuses et les travailleurs. Partout sont remis en cause les salaires, les retraites, l'indemnisation du chômage, le droit du travail, les services publics. C'est notre modèle social qui est en grand danger.

Ce choix, des autorités européennes et des Etats membres de l'Union européenne qui privilégient à tout prix les réductions drastiques des dépenses publiques et sociales, risque de conduire au blocage de la croissance, voire de provoquer une récession.

Nous refusons l'Europe de l'austérité.

### **Une autre politique est indispensable.**

Avec la CES, les organisations syndicales françaises revendiquent des politiques donnant la priorité à l'investissement et à la croissance, à l'emploi et à la solidarité. Nous voulons une Europe sociale. Une Europe du plein emploi, d'emplois de qualité et du bien être de ses peuples.

La diminution de l'endettement des Etats doit être progressive dans une démarche qui assure la justice et la cohésion sociale. Il est nécessaire de trouver de nouvelles recettes provenant des revenus du capital, d'une taxe sur les transactions financières et de la fiscalité écologique.

Des réformes fiscales s'imposent pour des impôts plus justes et pour supprimer le dumping fiscal. Il faut établir une taxe européenne minimum sur les bénéfices des entreprises, basée sur une assiette harmonisée.

Le dumping social doit être combattu par le renforcement du socle social européen. Cela passe par la mise en place d'un salaire minimum dans chaque Etat membre.

Enfin une croissance durable doit être assurée par des politiques européennes de relance de l'économie privilégiant les investissements dans l'éducation et la formation, la recherche-développement et l'innovation, et dans les infrastructures.

**Les organisations syndicales françaises, CFDT, CFTC, CGT, UNSA, dans la continuité de l'action qu'elles mènent au plan national depuis décembre 2008, enverront des délégations à la manifestation européenne de Budapest le 9 avril prochain. En France, elles appellent les salariés à se mobiliser le 24 mars pour faire pression sur les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres de l'Union, réunis ce jour, en participant massivement aux initiatives intersyndicales.**